



REVUE DIPLOMATIQUE



DJIBOUTI,
À LA CONQUÊTE DE
L'ORGANISATION PANAFRICAINNE

WWW.DJIBDIPLOMATIE.INSTITUT.DJ

ÉDITION SPÉCIALE - MAI 2024



« Il est important pour le Gouvernement de se tenir au courant des évolutions régionales et internationales qui pourraient impacter nos perspectives nationales »

Extrait du discours du Président de la République SEM Ismaël Omar Guelleh, 17 juin 2021

SOMMAIRE

04

**DJIBOUTI À LA CONQUÊTE DE
L'ORGANISATION PANAFRICAINE**

07

**EVOLUTION DE LA DIPLOMATIE
DJIBOUTIENNE SUR LE PLAN
BILATÉRAL ET MULTILATÉRAL**

12

**LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI AU POSTE
DE PRÉSIDENT DE L'IGAD**

19

**LA MER ROUGE
AU COEUR DE LA
GEOPOLITIQUE MONDIALE**



21

**FOCUS SUR DJIBOUTI:
INTERVIEW EXCLUSIVE DU
MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGÈRES
ET DE LA COOPÉRATION
INTERNATIONALE**

25

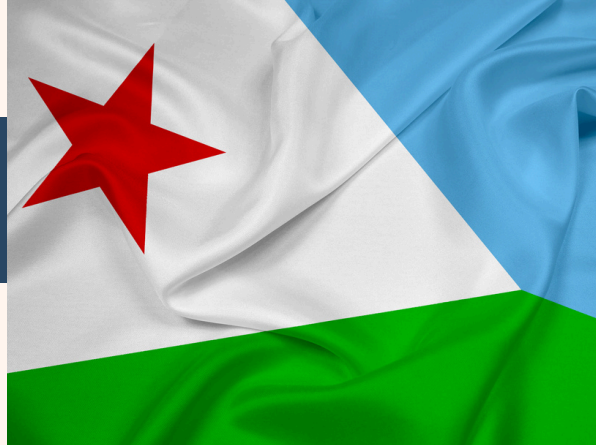
**LA DIPLOMATIE PROACTIVE
DE DJIBOUTI**

28

**ACTUALITE DIPLOMATIQUE DE
DJIBOUTI EN 2024**

30

**SÉMINAIRES & CONFÉRENCES DE
L'IED - 2023/2024**



DJIBOUTI

À LA CONQUÊTE DE L'ORGANISATION PANAFRICAINE

Mardi 10 avril 2024, la veille de la fête de la Eid El-Fitr qui marque la fin du mois de Ramadan, Djibouti annonce la candidature de son Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Mahmoud Ali Youssouf, pour le poste de Président de la Commission de l'Union Africaine (UA) actuellement occupé par Moussa Faki, actuel Président de la Commission.



Mahmoud Ali Youssouf, occupe le poste de ministre des Affaires et de la Coopération Internationale. Candidat hautement qualifié, la République de Djibouti a misé sur ce diplomate connu de la scène internationale pour intégrer les arcanes des organisations internationales.

Ce choix d'être actif dans les grandes instances continentales montre l'ambition de ce petit Etat d'être engagé politiquement au niveau régional voir international.

La diplomatie djiboutienne dans un monde en perpétuel mouvement.

Le 21ème siècle est marqué par la multiplication des crises sans précédentes dont notamment la crise mondiale sanitaire de 2019 qui a impacté de manière considérable l'économie de tous les Etats. S'en est suivi la guerre entre l'Ukraine et la Russie qui a principalement fragilisé le secteur énergétique et alimentaire, ainsi que la nouvelle crise qui oppose Israël à Hamas depuis le 7 octobre 2023. Celle-ci a été transbordée au niveau régional au large de la mer Rouge à la suite des attaques des Houthis sur des bateaux commerciaux en impactant les flux commerciaux sur la zone.

La République de Djibouti a observé une baisse du nombre de navires transitant dans la région et fragilisant l'économie portuaire du pays.

Malgré des conséquences sur ses activités économiques, Djibouti n'a pas manqué d'afficher son soutien au peuple palestinien lors du dernier sommet de la Ligue des Etats arabes.



Connu pour être un pays stable dans une région instable et entouré par des pays en état de guerre comme la Somalie et le Yémen depuis 1991 et 2011 respectivement, Djibouti participe activement au maintien de la paix et la sécurité dans le monde en mettant en avant une diplomatie efficace, ce qui lui a permis de nouer les alliances au niveau régional et international.

A travers l'IGAD et l'Union Africaine, Djibouti mutualise les efforts pour exporter la stabilité et la sécurité dans la région, particulièrement vers la Somalie, par les voies diplomatiques bilatérales ou multilatérales.



Un leadership djiboutien au niveau continental

Comme l'a affirmé l'écrivain Nicolas Boileau « Ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire arrivent aisément », ces quelques mots reflètent le parcours du candidat avancé par Djibouti pour le poste de Président de la Commission de l'Union Africaine. Agé de 58 ans, Mahmoud Ali Youssef ambitionne de devenir le successeur de Moussa Faki Mahamat actuellement Président de la Commission de l'UA et dont le mandat s'achève en février 2025.

Pour en revenir à son parcours professionnel, Mahmoud Ali Youssef diplomate polyglotte a débuté sa carrière au Ministère des Affaires Etrangères en 1992, promu par la suite Directeur du monde arabe puis nommé ambassadeur de Djibouti en Egypte et auprès de la ligue des Etats Arabes en 1994 jusqu'en 2001. Il a été ensuite nommé Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de 2001 à 2005 et enfin Ministre des Affaires Etrangères.

Connu pour être l'homme de confiance du Président de la République de Djibouti, SEM ISMAEL OMAR GUELLEH depuis sa nomination à un portefeuille ministériel.

Il a su faire rayonner Djibouti à l'international par la voie bilatérale et multilatérale. Il a joué un rôle particulièrement important dans la médiation et négociation sur des dossiers comme les pourparlers somaliens, le plaidoyer à la ligue arabe sur la situation régionale et en Palestine.



EVOLUTION DE LA DIPLOMATIE DJIBOUTIENNE SUR LE PLAN BILATÉRAL ET MULTILATÉRAL



*Propos recueilli par l'Ambassadeur Mohamed Ali Hassan,
Secrétaire Général du MAECI de Djibouti*

La République de Djibouti est très active sur le plan diplomatique avec la participation du pays aux différents sommets et conférences. A ce titre, nous retracerons les actions menées par Djibouti au cours de ces dernières années.

C'est dans un contexte national empreint de stabilité et de paix que la diplomatie djiboutienne a poursuivi ses efforts pour la mise en œuvre de la Feuille de Route tracée par le Président de la République en mai 2021.

Au niveau national, Djibouti a organisé les élections législatives du 24 février 2023, qui se sont bien déroulées et ont été salués par les observateurs internationaux, composée de représentants de l'Union Africaine, de la Ligue des États Arabes, de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) et de l'Autorité Intergouvernementale sur le Développement (IGAD).

Sur la scène internationale, deux évènements ont marqué le début et la fin de l'année.

Un évènement très marquant fut l'éclatement de la guerre au Soudan créant un chaos généralisé dans la capitale soudanaise et a conduit à l'évacuation de milliers d'étrangers résidant à Khartoum.



Djibouti a rapidement réagi à cette crise en mettant en place une cellule de crise. Le pays a procédé à l'évacuation de plus d'une centaine de ses ressortissants du sol soudanais et par la suite l'évacuation de plus de 3000 étrangers transformant la capitale en une véritable plaque tournante humanitaire qui a été saluée par la communauté internationale.

Le monde entier a été également terriblement consterné par les événements à Gaza en Palestine.

Face à cette terrible guerre et aux sombres événements qui ont suivis le 7 octobre, perçus par beaucoup comme un acte de génocide, Djibouti s'est dressé avec une détermination renouvelée en faveur de la Palestine. Les épouvantables violences subies par le peuple palestinien ont résonné dans le cœur et l'esprit de la nation djiboutienne tout entière, la poussant à agir de manière concrète et significative. Lors de divers sommets internationaux, sous les auspices de la Ligue arabe et de l'Organisation de la Coopération Islamique, Djibouti a porté la voix des sans-voix, dénonçant avec véhémence les atrocités et appelant à une intervention humanitaire urgente.

L'engagement de Djibouti dans ces sommets a mis en évidence son rôle actif dans la défense des droits humains et du droit international, pour éveiller la conscience internationale. Elle a également mobilisé un soutien financier pour l'aide humanitaire et a proposé des initiatives diplomatiques visant à mettre fin à la violence. Enfin Djibouti a fait pression pour des sanctions internationales contre l'Etat d'Israël, et a œuvré pour la reconnaissance des droits et de la souveraineté du peuple palestinien.

Autre événement très important pour la diplomatie djiboutienne : la Présidence de Djibouti à l'IGAD actée lors du Sommet ordinaire de l'IGAD en juin dernier et qui confie les rênes de l'organisation au Président de la République Son Excellence Ismail Omar Guelleh.

Elu à la tête de l'organisation pour une durée d'un an, le Président de la République a prononcé une importante déclaration dans laquelle il a décliné les grandes lignes de son mandat.

La république de Djibouti a eu également un rôle actif auprès des organisations internationales.

Le Président de la République a effectué plusieurs déplacements diplomatiques et a participé à plusieurs sommets l'an dernier à savoir le Sommet Afrique-Arabie Saoudite, le Sommet Ligue Arabe-OCI à Riyad ainsi que le Sommet des Brics à Johannesburg où le Chef de l'Etat était invité en qualité de Président en exercice de l'IGAD.



Par ailleurs, la participation de Djibouti à la COP 28 à Dubaï en décembre, a été un moment clé pour mettre en avant les engagements du pays en matière de changement climatique et de développement durable. Lors de cette conférence internationale sur le climat, Djibouti a souligné l'importance de l'action climatique dans la région et plus amplement à l'échelle de la planète, mettant en lumière ses propres initiatives pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter aux impacts climatiques.

Le mois de novembre a été également caractérisé par la présidence de Djibouti du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine, qui a assumé une responsabilité de premier plan sur la scène continentale. Cette présidence symbolise une reconnaissance de l'engagement et de l'expertise de Djibouti dans la promotion de la paix, de la stabilité et de la sécurité en Afrique.



Au Concert des nations Unies à New York.

En janvier 2023, Djibouti a signé le Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires à New York, affichant son engagement envers la non-prolifération nucléaire et le désarmement mondial. Cette signature souligne la position de Djibouti en tant que contributeur actif à la paix et à la sécurité mondiale et reflète son soutien aux efforts internationaux pour un avenir dénué d'armes nucléaires.

Djibouti a enfin franchi un nouveau palier dans sa lutte contre des défis sanitaires majeurs en signant un accord de statut avec le Fonds Mondial de lutte contre le Sida et le Malaria. Cette signature marque le retour du Fonds Mondial à Djibouti et symbolise l'engagement résolu de Djibouti à combattre ces épidémies dévastatrices et à améliorer la santé publique.

Sur le plan bilatéral, les efforts diplomatiques se sont illustrés par leur consistance et ont produit des résultats tangibles.



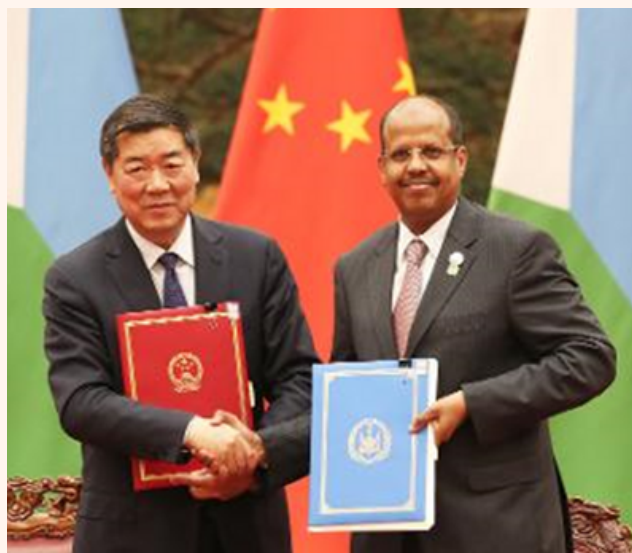
En 2023, la République de Djibouti a eu l'honneur d'accueillir le Président de la République du Kenya, William Ruto, pour une visite officielle à l'issue de laquelle plusieurs accords ont été signés. Ces accords représentent une avancée significative dans la coopération entre Djibouti et le Kenya, ouvrant de nouvelles perspectives pour le développement économique et l'intégration régionale.

La diplomatie djiboutienne a franchi une étape singulière avec deux partenaires stratégiques qui sont la France et la Chine dont les accords concernant leur présence militaire à Djibouti viennent à terme respectivement en 2024 et en 2025.

Le lancement presque simultanément du processus de renégociations des accords a été enclenché dès le mois de mai avec la France et en juin avec la Chine.

La visite des ministres français des Affaires étrangères et des armées à Djibouti en décembre, a constitué une grande première dans les relations bilatérales.

Avec la Chine c'est dans l'optique de maintenir un équilibre entre les relations économiques et sécuritaires que les premières négociations ont été lancées.



Djibouti a également accueilli et participé aux multiples commissions mixtes ministérielles le Rwanda et l'Arabie Saoudite, renforçant ainsi les relations bilatérales et la coopération régionale.



D'autre part, la reprise au mois de septembre de cette année des relations diplomatiques avec l'Iran marque un pas de plus dans notre quête d'une politique étrangère diversifiée, en harmonie avec nos objectifs nationaux et nos principes de respect mutuel entre les nations. C'est un acte à la fois pragmatique et visionnaire, représentant un nouveau chapitre dans la politique étrangère de notre pays.

LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI AU POSTE DE PRÉSIDENT DE L'IGAD

La prise de présidence par Djibouti à l'IGAD met en évidence la reconnaissance de la nation comme un acteur clé dans la promotion de la paix, de la sécurité et du développement économique dans la région.



Cette période est également une opportunité pour Djibouti de promouvoir des initiatives régionales visant à améliorer les infrastructures de connectivité, stimuler le commerce intra-régional et soutenir l'intégration économique.

Le dynamisme insufflé à cette organisation par le Président de la République s'est traduit par la tenue du Sommet Extraordinaire de l'IGAD sur le Soudan, à Djibouti en décembre 2023.

Ce sommet a été un tournant décisif dans les efforts de résolution du conflit soudanais. Dès lors, la position de Djibouti en tant que pays hôte et président en exercice de l'IGAD a été essentiel pour faciliter le dialogue et les négociations.

Il a rassemblé des dirigeants de toute la région de la Corne de l'Afrique, soulignant l'importance de la diplomatie régionale et de la coopération dans la gestion des crises.

Le succès du sommet a non seulement renforcé la position de Djibouti en tant que médiateur crédible et impartial, mais a également mis en avant son rôle stratégique dans la promotion de la paix et de la stabilité dans la région.

Ces initiatives ont souligné l'engagement de Djibouti à jouer un rôle actif dans la diplomatie régionale et internationale, contribuant à la paix, à la stabilité et au développement économique dans la région de la Corne de l'Afrique et au-delà.

Dans le cadre de la politique de bon voisinage inlassablement prônée par le Président de la République, Djibouti s'est érigé en hôte d'une rencontre diplomatique de premier plan, accueillant le 28 décembre 2023, les Présidents de la Somalie et du Somaliland dans une démarche empreinte de gravité et d'espoir. Cette réunion tripartite marque une stèle de plus dans l'histoire de la diplomatie régionale et a été le théâtre de discussions cruciales visant à tisser des liens de coopération et à résoudre des différends de longue date.

Cette rencontre illustre l'aspiration de Djibouti à façonner un avenir de coopération harmonieuse et de paix durable dans la région, témoignant ainsi de son influence grandissante et de sa vision stratégique sur la scène internationale plus largement.

Session Extraordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'IGAD

La 40ème Session extraordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'IGAD s'est tenue virtuellement le dimanche 16 avril 2023 sur la situation au Soudan avec la participation des dirigeants de la région.

Session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de Gouvernement de l'IGAD

La 14ème session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de Gouvernement de l'IGAD s'est tenue le lundi 12 juin 2023 à Djibouti sous la présidence de S.E. Malik Agar, Vice-président du Conseil de Souveraineté de Transition de la République du Soudan, représentant le Président en exercice de l'IGAD, S.E. le Général Abdel Fattah Al-Burhan.

Le Sommet ordinaire de l'IGAD à Djibouti en juin 2023

La 14ème session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de Gouvernement de l'IGAD s'est tenue le lundi 12 juin 2023 à Djibouti sous la présidence de S.E. Malik Agar, Vice-président du Conseil de Souveraineté de Transition de la République du Soudan, représentant le Président en exercice de l'IGAD, S.E. le Général Abdel Fattah Al-Burhan.



Le Président de la République S.E. Ismail Omar Guelleh, hôte de cet événement a pris part aux travaux de ce Sommet aux côtés de S.E Dr William Ruto, Président de la République du Kenya, S.E Dr Hassan Sheikh Mohamud, Président de la République Fédérale de Somalie, S.E Salva KiirMayardit , Président de la République du Soudan du Sud, S.E Dr. Abiy Ahmed, Premier Ministre de la République Démocratique Fédérale d'Éthiopie, S.E Osman Saleh Mohammed Ministre des Affaires Etrangères de l'État d'Érythrée et S.E Général Al Hajj Odongo Jeje Abubakhar, Ministre des Affaires Etrangères de la République de l'Ouganda.

Outre la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'IGAD, ce sommet fut marqué par la présence de nombreux hauts responsables comme, entre autres, l'Envoyée Spéciale des Nations unies pour la Corne de l'Afrique, le Président de la Commission de l'Union africaine, le Secrétaire Exécutif de l'IGAD, le Co-président du Forum des Partenaires de l'IGAD (IPF) ainsi que les représentants de l'UE, de la Troïka, de la Chine, du Japon, de l'Arabie Saoudite et du Maroc.

Plusieurs points importants étaient à l'ordre du jour de ce Sommet notamment les questions politiques sur les situations au Soudan, en Somalie, au Soudan du Sud. La revitalisation de l'IGAD a également fait l'objet de discussions lors de ce 14ème Sommet où les chefs d'Etat et de Gouvernement ont signé le nouveau Traité de l'IGAD.

Le point culminant aura été, sans nul doute, le choix porté sur la République de Djibouti pour présider aux destinées de l'Organisation régionale. En effet, le Président de la République S.E Ismail Omar Guelleh a été nommé nouveau Président de l'Assemblée des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'IGAD pour une année et S.E. Salva KiirMayardit, président de la République du Soudan du Sud, vice-président.

A l'issue de la déclaration du Chef de la délégation soudanaise, S.E. Malik Agar, Vice-Président du Conseil de Souveraineté de Transition de la République sur la situation dans son pays, l'Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement a dans sa déclaration du Communiqué final statué, entre autres, sur les points suivants :

- **La situation au Soudan**

Un signal d'alarme a été déclenché quant à la poursuite des combats et la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire au Soudan. Et, à cet égard, l'Assemblée a salué les efforts inlassables de la délégation de haut niveau de l'IGAD pour l'élaboration d'une feuille de route pour la résolution du conflit au Soudan.

- **La Somalie**

Les progrès encourageants accomplis par la République fédérale de Somalie ont été salués par l'Assemblée à savoir les mesures historiques prises dans l'organisation des élections au niveau national et fédéral, ainsi que les réformes qui ont permis aux Forces fédérales de sécurité de

marquer des points considérables dans la lutte contre Al-Shabaab. De même, l'assemblée a condamné la récente série d'attentats organisés par Al-Shabaab contre les civils et les soldats de la paix ATMIS, et a présenté ses condoléances aux familles des victimes et à la République d'Ouganda pour la perte de ses braves casques bleus, et a réitéré la solidarité et l'engagement de l'IGAD dans la lutte contre le terrorisme ; Enfin, l'Assemblée a exhorté les parties belligérantes à Las Anod à cesser immédiatement les hostilités et résoudre pacifiquement les différends par la discussion et le dialogue.

- L'Erythrée

L'Assemblée s'est félicitée du retour de l'État d'Érythrée dans la famille de l'IGAD de sa contribution et de sa participation aux travaux de l'Autorité.

La réforme institutionnelle de l'IGAD



Pause de pierre du nouveau siège de l'IGAD à Djibouti

Un nouveau Traité de l'IGAD verra le jour et remplacera l'Accord de 1996 afin d'établir un cadre juridique solide qui élargit et approfondit les domaines de coopération entre les États membres et renforce la base institutionnelle et fondamentale de l'IGAD.

Sommet du Quartet de l'IGAD sur la situation en République du Soudan

Le Sommet du Quartet de L'IGAD sur la Situation en République du Soudan s'est tenu en juillet 2023 à Addis-Abeba. La réunion a été présidée par le Président de la République du Kenya et Président du Quartet de l'IGAD S.E. M. William Samoei Ruto ;

La République de Djibouti a été représentée par une importante délégation conduite par le Président de la République, actuel Président en exercice de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), S.E.M. Ismail Omar Guelleh.

Le Sommet de coordination semestrielle reste un événement clé pour discuter de l'intégration continentale en Afrique. Les dirigeants du continent se réunissent pour partager leurs perspectives, échanger sur les défis et les réussites, et renforcer la coopération régionale et continentale. Cette réunion offre une opportunité importante de progresser vers une intégration économique et politique plus profonde en Afrique. Ce Sommet a été précédé par la 43ème Session Ordinaire du Conseil Exécutif, qui s'est déroulé les 13 et 14 juillet 2023, sous la présidence du Ministre des Affaires étrangères des Comores.

La Session a permis aux ministres de se pencher sur l'examen et l'adoption des plusieurs rapports comme la situation financière de l'UA, notamment l'adoption du budget 2024 de l'organisation ainsi que d'autres questions relatives au thème de l'année « accélération de la mise en œuvre de la ZLECAF.

Sommet extraordinaire de l'IGAD sur la situation au Soudan

Le 41ème Sommet Extraordinaire de l'IGAD sur la situation au Soudan s'est tenu courant le mois de décembre à Djibouti, présidé par S.E. M Ismail Omar Guelleh, Président en exercice de l'IGAD.

Ce sommet a réuni des personnalités clés à savoir le Président du Conseil Souverain de Transition du Soudan, M Abdel Fattah Al Burhan, le Premier Ministre éthiopien, M Abiy Ahmed Ali, le Président kényan, M William Ruto, le Président somalien, M Hassan Cheick Mahamoud, ainsi que le Représentant du Président du Soudan du Sud et le ministre des Affaires étrangères de ce pays, M James Pitia Morgan et autres.

Les discussions ont principalement porté sur la situation au Soudan, qui a entraîné un lourd bilan humain, des déplacements massifs de populations et la destruction des infrastructures socio-économiques. Ce 41ème sommet extraordinaire de l'IGAD revêt une importance cruciale. Son objectif premier est de propulser ce pays vers la paix, la stabilité et l'unité nationale, impératif essentiel pour éviter l'effondrement total du Soudan, qui risquerait d'engendrer une instabilité régionale.

Ce sommet ambitieux s'est fixé pour devoir d'aboutir à des actions concrètes. Il vise à éviter les échecs d'application des recommandations précédentes, souvent constatés après chaque cycle de pourparlers, malgré les initiatives de paix régionales (IGAD), continentales (Union africaine) et multilatérales, telles que la plateforme de Djeddah coorganisée par le Royaume d'Arabie saoudite et les États-Unis, avec le soutien de l'IGAD.

Lors de son allocution inaugurale, S.E. Ismail Omar Guelleh, a dressé un tableau global de la situation chaotique prévalant au Soudan, en proie à une guerre destructrice.

Le 41ème Sommet extraordinaire de l'IGAD s'est poursuivi avec une longue réunion à huis clos qui a débouché sur l'engagement du Président du Conseil Souverain de Transition du Soudan à souscrire à l'initiation d'un cessez-le-feu. Après des discussions intenses et des négociations, ce sommet consacré à la crise au Soudan a abouti à une avancée majeure. Le Chef des Forces de Soutien Rapide (FSR), le Général Mohamed Hamdan Dogolo, a accepté de soutenir l'initiative d'un cessez-le-feu dans son pays.

En plus de cet accord sur le cessez-le-feu, les principaux acteurs de la crise soudanaise se sont également engagés à se rencontrer dans les jours à venir, pour établir une série de mesures de confiance entre les parties en conflit, préparant ainsi le terrain pour le lancement d'un processus politique.

Sous la présidence tournante du Chef de l'État djiboutien, l'IGAD a réussi une médiation largement acceptée par tous les protagonistes de la crise au Soudan. Ce succès est indéniablement attribué à l'approche méthodologique du Président Guelleh. basé sur l'écoute, l'analyse et la consolidation de toutes les sensibilités politiques soudanaises, ainsi que des diverses initiatives de paix ayant trait à la problématique soudanaise.

LA MER ROUGE AU COEUR DE LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE

Avant d'aborder l'importance du rôle de la mer Rouge dans la sphère mondiale, une brève description de cet espace jugé hautement stratégique est cruciale.

La mer Rouge est un espace quasi fermé avec deux verrous à savoir le canal de Suez au nord et le détroit de Bab el-Mandeb au sud, qui relie la Méditerranée à l'océan Indien, au carrefour de plusieurs mondes : l'Asie, l'Afrique, l'Europe. Elle est donc considérée comme une zone éminemment stratégique au carrefour du commerce mondial.

En quelques chiffres, la mer Rouge mesure 2 200 km de long, 300 km de large, à moins de 30 km entre Djibouti et le Yémen. Elle représente 10 % du commerce mondial et 10 % du pétrole mondial y circule.

La zone de la mer Rouge constitue aujourd'hui le centre d'intérêt géostratégique vital des puissances régionales et internationales, et un enjeu majeur de compétition mondiale.

Mais depuis quelques mois, la mer Rouge est devenue une scène de conflit à la suite de la guerre entre Israël et Hamas du 7 octobre 2023. En effet, l'intrusion des rebelles houthis dans la guerre de Gaza a rendu la zone de la mer Rouge le cœur du foyer de tension intensive moyen-oriental.



Cette zone qui relie trois espaces : africain, indien et moyen-oriental, est sujette depuis plusieurs années à des crises multiformes : la guerre du Yémen suscitée par la rébellion houthie soutenue par l'Iran, la guerre civile somalienne qui a engendré un dangereux mouvement de piraterie radicale (les shababs) ainsi que les conflits latents de la corne de l'Afrique.

En attaquant l'un des circuits hautement stratégiques du commerce mondial au Bab-el-Mendeb qui relie la mer Rouge au golfe d'Aden, les Houthis ciblent ainsi la route maritime la plus courte entre l'Asie et l'Europe rendant inopérant le canal de Suez.

Le choix de s'attaquer à la zone de la mer Rouge s'explique du fait qu'elle constitue aujourd'hui le centre d'intérêt géostratégique primordial des puissances régionales et internationales, et un enjeu majeur de compétition mondiale.

L'Iran, la Turquie et l'Ethiopie, les trois puissances régionales non arabes ne sont pas en reste, ces dernières années, ils ont déployé des efforts intensifs pour être présents dans cet espace géopolitique stratégique.

Quant à Djibouti, de par sa position géostratégique, il se trouve sur une longue route maritime, la deuxième ligne mondiale, qui passe par le canal de Suez, la mer Rouge et l'océan Indien où transite une importante flotte maritime. Ce qui lui confère un atout non négligeable qui explique la présence des grandes puissances étrangères dans le territoire.

Il n'est pas sans savoir que dans le monde actuel, l'interdépendance des Etats montrent leur fragilité. La zone de la mer Rouge représente non seulement une zone éminemment stratégique où nombre de puissances globales disposent de bases militaires à la jointure de trois continents : l'Asie, l'Afrique et l'Europe.



INTERVIEW

SEM MAHMOUD ALI YOUSOUF

Ministre des Affaires Etrangères et de
la Coopération Internationale

INTERVIEW EXCLUSIVE DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE SUR LA SITUATION RÉGIONALE, SEM MAHMOUD ALI YOUSSEUF



Comment Djibouti analyse la situation régionale et internationale ?

Djibouti est un petit pays côtier dont l'économie repose sur le commerce maritime. Nous avons une très bonne infrastructure portuaire mais nous avons constaté que le niveau de transbordement a diminué de manière considérable, voire de moitié à cause de la guerre à Gaza. Nous avons observé des pénuries de produits en provenance de l'Europe sur nos marchés locaux.

Il est important que cette guerre soit résolue pour que le commerce maritime mondial puisse être relancé. La guerre de Gaza a un impact sur Djibouti et des dommages collatéraux sont ressentis sur la mer rouge et Bab-Al mandeb.

Djibouti ne fait pas parti des pays de coalitions internationales qui vont attaquer les Houthis. Est-que vous pensez que votre pays sera entraîné directement ou indirectement dans ce conflit ?

Djibouti a toujours été un pays qui donne la priorité au dialogue à chaque fois qu'une crise se déclenche dans la région. La politique de Djibouti est basée sur la recherche de voies et moyens pour résoudre les problèmes par la voie du dialogue.

Nous ressentons les conséquences des conflits comme la guerre en Ukraine et Gaza avec l'inflation des prix sur le marché local.

Djibouti abrite des forces navales et militaires des puissances étrangères. L'objectif premier est de contribuer à la paix et sécurité dans le monde et assurer la sécurité de navigation au large de la mer Rouge et le détroit de Bab-el Mendab. La présence de ces puissances étrangères permet de créer un environnement propice à la sécurité et la sûreté du commerce mondial.

Djibouti n'est pas favorable à l'escalade de cette tension dans la région, et la contribution de toutes les parties prenantes est nécessaire pour contribuer à la réussite de la paix dans le monde.

Djibouti assure la Présidence de l'IGAD depuis juin 2023. Cette région est instable avec des tensions qui existent entre l'Ethiopie et la Somalie et la Guerre au Soudan qui se retire de cette organisation. En qualité de Président de cette organisation régionale, est-ce que vous pensez qu'IGAD est à la hauteur de résoudre ces problèmes ?

Depuis que Djibouti assure la présidence de l'IGAD en juin 2023, nous avons organisé deux sommets pour créer un environnement propice pour la résolution pacifique des conflits dans la région et créer un espace de dialogue au Soudan entre les parties prenantes.

La Somalie et l'Ethiopie ont été invitées pour favoriser le dialogue et éviter de nourrir toutes tensions entre les parties prenantes.

En marge du sommet de l'Union Africaine en février, Djibouti a invité les parties prenantes du Soudan pour trouver un moyen d'arrêter les hostilités et respecter les engagements du communiqué d'Entebbe du 18 janvier 2024.

Que pensez-vous de la signature du MOU entre l’Ethiopie et la Somaliland de janvier 2024?

Djibouti est pour le respect des principes d’intégrité territoriale et de souveraineté des Etats des pays membres. En effet, IGAD a prévu lors des sommets d’aborder cette question pour arriver à la baisse des tensions entre la Somalie et l’Ethiopie pour créer une relation harmonieuse entre ces pays.

Djibouti participe au maintien de la paix en somalie avec la participation au programme d’ATMIS.

Djibouti entretient une relation amicale avec les pays voisins. Lors de l’effondrement de la Somalie en juillet 1991, Djibouti a été le 1er pays a organisé une conférence de réconciliation en juillet 1991. Depuis, nous avons travaillé sans relâche, la conférence d’Arta a permis de mettre en place le système sur lequel les institutions étatiques en somalie travaillent à ce jour.

Djibouti continuera à aider ce pays pour plusieurs raisons qui sont à la fois culturelle, historique et autres.



COMMENT LA DIPLOMATIE DJIBOUTIENNE ARRIVE-T-ELLE À MAINTENIR L'ÉQUILIBRE ENTRE DES PARTENAIRES QUI N'ONT PAS LE MÊME INTÉRÊT ?

Cette question nous pousse à comprendre la diplomatie de manière générale, à observer le rôle des Etats adoptant une position lors d'un conflit dans la région et les moyens pour y remédier.

La diplomatie est une bien belle matière. Et l'actualité brûlante nous en donne tous les jours des facettes multiples, pour la plupart méconnues des individus, et même des États.

La diplomatie est un art, l'art de bien faire les choses. L'art aussi de défaire les choses. Celui de faire passer un beau message à l'autre, celui de convaincre l'autre de la beauté intrinsèque de son message pour, in fine, obtenir son adhésion. C'est aussi un message de sincérité, de dire les choses qui fâchent entre nations amies, entre États voisins, entre communautés de destin, entre l'Humanité tout simplement...

C'est la beauté de ce message, supranational, universel, qui fait que, aujourd'hui, les nations vivent côte-à-côte, dans une relative paix, dans une relative insouciance. La diplomatie est une matière vivante, mouvante, en perpétuelle transformation pour s'accommoder de la réalité d'un monde de plus en plus globalisé, interconnecté, interdépendant.

Nous vivons dans un monde où l'interdépendance des États va de pair avec leur fragilité. C'est ce qu'on a vu avec la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne, le Brexit, où les économies nationales, auparavant interdépendantes, ont désarrimé du projet de création d'un marché économique commun qui institua la Communauté économique européenne, devenue plus tard l'Union européenne.

On observe également que plus l'interdépendance du monde s'accroît, plus les défis mondiaux comme le terrorisme, les réfugiés et les maladies s'amplifient de plus en plus, simultanément.

Ces nouvelles problématiques transfrontalières incomparables à ce qu'on a connu par le passé entraînent une instabilité politique et économique, une insécurité croissante partout dans le monde.

Dans ce contexte, la coopération entre les pays du monde, qui partagent les mêmes valeurs universelles, la paix, la sécurité, les droits de l'Homme, le développement socio-économique devient une nécessité impérieuse.

C'est là qu'entre en jeu la diplomatie proactive au service des intérêts vitaux et supranationaux des États. De Gaulle disait que les États n'ont pas d'amis mais des intérêts. Si De Gaulle n'a pas tort sur le fait qu'un pays doit tirer son épingle du jeu dans les relations internationales, où les règles qui priment sont seules de la loi du marché, il n'en demeure pas moins que sans une bonne relation avec les autres pays, avec ses voisins à fortiori, un pays, tout seul, ne peut se développer sur le plan humain comme économique.

La diplomatie positive

Pour mesurer le bénéfice de cette diplomatie positive, on peut prendre l'exemple de la Corne d'Afrique, véritable laboratoire à ciel ouvert des enjeux géopolitiques. Cette partie du monde est actuellement sous les feux des projecteurs, notamment avec la crise politique interne exacerbée chez notre grand voisin éthiopien. Le destin de tous les pays de la Corne sont liés les uns aux autres. Les vagues des contestations politiques qui secouent la sous-région font des remous ici, à Djibouti, tel l'effet papillon.

Les décideurs politiques ne peuvent pas ignorer les impacts de leurs décisions car cela peut avoir des incidences positives comme négatives dans les relations diplomatiques avec leurs partenaires Etatiques.

1. La diplomatie au service de l'intégration économique

La diplomatie est un formidable outil d'intégration régionale. L'IGAD est un exemple concret de réussite de la diplomatie proactive appliquée dans le développement économique des États membres. Aujourd'hui, l'IGAD est un acteur incontournable de négociation économique entre les États. Plusieurs projets ont été réalisés avec les pays membres de l'IGAD dans divers domaines.



2. La diplomatie au service de la coopération militaire et judiciaire

Djibouti est un îlot de paix, dans une région tourmentée par des guerres.

La conférence d'Arta organisé en 2000 à Djibouti pour la réconciliation entre le peuple somalien montre que Djibouti prône pour une politique de paix et sécurité dans le monde.

De même Djibouti a aussi proposé ses services pour résoudre le litige frontalier entre le Kenya et la Somalie.

La République de Djibouti a été active dans la résolution des conflits au niveau régional et international.

LES DERNIÈRES ACTUALITÉS SUR LES SOMMETS DE L'IGAD



Djibouti a hérité de la Présidence tournante de l'organisation régionale (IGAD)

Sommet de l'IGAD - juin 2023

La République de Djibouti abrite le siège de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD).

Un premier sommet a eu lieu à Djibouti, le 12 juin 2023 après 4 ans.

Les chefs d'Etats des pays membres de l'organisation se sont réunis à Djibouti et la 14e session ordinaire.

Sommet d'Entebbe - janvier 2024

Le 18 janvier 2024, un sommet de l'Organisation régionale (IGAD). L'ordre du jour de ce sommet de l'IGAD a été consacré à la crise soudanaise et le récent différend entre l'Ethiopie et la Somalie à la suite de la signature du MOU entre l'Ethiopie et la Somaliland.

Sommet de l'Union Africaine - février 2024

Les travaux du 37ème Sommet ordinaire de l'Union africaine se sont déroulés à Addis-Abeba. Ce sommet de l'Union africaine n'a pas manqué d'accorder un volet important de ses travaux aux problématiques sur les conflits en cours dans plusieurs régions et pays du Continent.

SEMINAIRES & CONFERENCES À L'IED EN 2023/2024

2023

- Géopolitique,
- La diplomatie djiboutienne face aux institutions internationales et régionales,
- Résolution de conflits, médiation et négociation,
- L'intégration régionale, ...



2024

- Enjeux économiques et de développement pour Djibouti,
- Changement climatiques et insécurité en Afrique, ...





Crédit photo : Marion HAMARD

ADRESSE :
Institut des Etudes
Diplomatiques
1863 Rue Marchand
Djibouti

